

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 avril 2024
Français
Original : anglais

Lettre datée du 16 avril 2024, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil de sécurité prévoit de tenir, sous la présidence de Malte, le 23 avril 2024, un débat sur le thème « Prévenir les violences sexuelles liées aux conflits par la démilitarisation et la maîtrise des armements tenant compte des questions de genre », au titre de la question intitulée « Les femmes et la paix et la sécurité ».

Dans cette perspective, Malte a établi la note de cadrage ci-jointe (voir annexe). Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentante permanente de Malte
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Vanessa Frazier



Annexe à la lettre datée du 16 avril 2024 adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies

Note de cadrage établie pour le débat public du Conseil de sécurité qui se tiendra le 23 avril 2024, à 10 heures, sur le thème « Prévenir les violences sexuelles liées aux conflits par la démilitarisation et la maîtrise des armements tenant compte des questions de genre »

I. Contexte

Dans sa résolution [1325 \(2000\)](#), le Conseil de sécurité a demandé à toutes les parties à un conflit armé de prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels. Dans sa résolution [1820 \(2008\)](#), il a pris la résolution d'éliminer les violences sexuelles liées aux conflits et de mettre fin à l'amnistie et à l'impunité dont bénéficient les auteurs de ces crimes¹. Le cadre normatif du Conseil concernant les mesures prises pour faire face aux violences sexuelles a continué d'évoluer dans les résolutions [1888 \(2009\)](#), [1960 \(2010\)](#), [2106 \(2013\)](#), [2122 \(2013\)](#), [2242 \(2015\)](#), [2331 \(2016\)](#) et [2467 \(2019\)](#).

Le débat public annuel sur les violences sexuelles liées aux conflits est une occasion pour les États Membres d'examiner des thèmes émergents relatifs à l'utilisation systématique, par des acteurs étatiques et non étatiques, de la violence sexuelle comme tactique de guerre, de torture et de terrorisme dans les conflits armés. Cette année, le débat sur les violences sexuelles liées aux conflits se concentrera sur la prévention de ces violences par la démilitarisation et la maîtrise des armements tenant compte des questions de genre. Son objectif sera de recenser les possibilités d'application transversale des traités, des instruments et des cadres relatifs à la maîtrise des armements et au désarmement afin de prévenir plus efficacement les violences sexuelles liées aux conflits, et de renforcer le rôle de premier plan des femmes et leur influence dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions dans ce domaine.

Inscrit dans le prolongement du Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général et des mesures prises par le Conseil concernant les femmes et la paix et la sécurité et les armes légères et de petit calibre, le débat public visera principalement à recenser les moyens d'harmoniser les stratégies permettant de faire progresser la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et du programme de désarmement afin de renforcer la prévention et la répression des violences sexuelles liées aux conflits. Cette visée s'appuie sur l'analyse qui se dégage des derniers rapports annuels du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits.

La militarisation et la prolifération des armes contribuent à l'intensification des violences sexuelles liées aux conflits

Le concept des violences sexuelles liées aux conflits est central et doit être pris en considération dans le contexte de l'économie politique de la guerre, la prolifération

¹ L'expression « violences sexuelles liées aux conflits » désigne des actes tels que le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, l'avortement forcé, la stérilisation forcée, le mariage forcé, la traite des personnes axée sur les violences sexuelles ou l'exploitation sexuelle lorsque ces faits surviennent en temps de conflit, ainsi que toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable, perpétrés contre des femmes, des hommes, des filles ou des garçons, et ayant un lien direct ou indirect avec un conflit.

des armes et le trafic d'armes contribuant à l'augmentation du recours aux violences sexuelles par les groupes armés ainsi que par les groupes criminels organisés et les groupes terroristes. Ces groupes peuvent en outre tirer des revenus de l'enlèvement de femmes et d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle.

L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement estime qu'entre 70 et 90 % des cas de violences sexuelles liées aux conflits impliquent des armes et des armes à feu, utilisées pour intimider, menacer, contraindre, blesser et tuer des civils, ainsi que pour commettre des violences sexuelles (viols, viols collectifs, enlèvements, mariages précoces, mariages forcés et autres formes de violence sexuelle). La prolifération des armes, notamment d'armes détournées du commerce légal, rend également possibles des attaques contre les défenseurs et défenseuses des droits humains et les artisanes et artisans de la paix, et compromet la sécurité, la mobilité, l'éducation et les perspectives économiques des femmes et des filles dans les contextes d'après conflit.

Prévenir le recours aux violences sexuelles liées aux conflits par la démilitarisation, le désarmement et la maîtrise des armements

Aux termes de l'Article 26 de la Charte des Nations Unies, il est nécessaire de favoriser le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde. De même, dans son Nouvel Agenda pour la paix, le Secrétaire général préconise une réduction des dépenses militaires et demande que des mesures soient prises pour réduire l'impact des armes sur les inégalités de genre. Dans son Programme de désarmement, il constate que la prolifération, le détournement et l'utilisation des armes à des fins illicites peuvent favoriser les actes terroristes, les atteintes aux droits humains et les violences fondées sur le genre.

Une réglementation solide et efficace des armements, requise par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, peut renforcer la prévention des violences sexuelles liées aux conflits. La maîtrise des armements et le désarmement tenant compte des questions de genre permettent de réduire la prolifération des armes qui favorisent les actes de violences sexuelles liées aux conflits et de créer un environnement plus propice à la consolidation de la paix.

Le Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, adopté en 2023, encourage l'intégration des questions de genre dans les politiques et les pratiques connexes et la participation pleine, égale et véritable des femmes à ces processus. Le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects recommande que des évaluations et des collectes de données soient menées concernant les effets du commerce illicite d'armes légères et de petit calibre en fonction du genre et de l'âge, et que ces données et évaluations soient utilisées dans les politiques et programmes correspondants. Le Traité sur le commerce des armes engage les États parties à évaluer le risque que les armes exportées puissent servir à commettre des actes de violence sexuelle et fondée sur le genre.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité applique des embargos sur les armes ciblés aux groupes terroristes, aux réseaux désignés par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, et aux groupes armés, étatiques ou non étatiques, qui figurent sur la liste des parties soupçonnées de manière crédible d'avoir commis des violences sexuelles liées aux conflits. Le Conseil considère les violences sexuelles comme un critère de désignation dans le cadre des régimes de sanctions concernés.

En outre, en faisant concorder les plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité et les plans d'action nationaux sur la maîtrise des armes légères et en recueillant et partageant systématiquement des données ventilées par genre et par âge, les États Membres peuvent renforcer la prise en compte des questions de genre dans les politiques et la législation nationales en matière de maîtrise des armements.

Assurer la participation pleine, égale et effective, en toute sécurité, des femmes aux instances sur la maîtrise des armements et le désarmement

Alors que les armes ont des effets disproportionnés et uniques sur les femmes, celles-ci représentent moins d'un tiers des participants aux réunions multilatérales sur le désarmement. Dans sa résolution [2122 \(2013\)](#), le Conseil a demandé la participation pleine et véritable des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions relatives à la maîtrise des armements. Dans sa résolution [2242 \(2015\)](#), il a encouragé leur participation à la conception et à la mise en œuvre des initiatives prises dans ce domaine. Soutenir les personnes survivantes et les groupes de personnes survivantes, les organisations de la société civile et les organisations de femmes à tirer parti des mesures de maîtrise des armements et de désarmement pour prévenir les violences sexuelles liées aux conflits, notamment par le renforcement des capacités et la réduction des risques, peut contribuer à la réalisation de ces objectifs.

Lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits dans le cadre des processus et opérations de paix

Les violences sexuelles liées aux conflits doivent être prises en compte dès le début des processus de paix et des efforts de médiation, ainsi que dans les mandats des opérations de paix et des missions politiques qui sont autorisés ou renouvelés par le Conseil de sécurité. Dans ses résolutions [1888 \(2009\)](#) et [2467 \(2019\)](#), le Conseil a prévu le déploiement de conseillers pour les questions touchant les femmes et de conseillers pour la protection des femmes, qui constitue un mécanisme essentiel de la mise en œuvre du mandat relatif aux violences sexuelles liées aux conflits.

Dans ses résolutions [1820 \(2008\)](#), [2220 \(2015\)](#) et [2616 \(2021\)](#), le Conseil de sécurité a recensé divers moyens de tirer parti à la fois des mesures prises concernant les violences sexuelles liées aux conflits et des efforts de maîtrise des armements dans le cadre du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et des arrangements en matière de sécurité après un conflit. Le Conseil a demandé qu'un dialogue soit établi avec les femmes et les organisations dirigées par des femmes et que des dispositifs de protection contre les violences sexuelles liées aux conflits soient créés dans les zones de cantonnement et les communautés d'accueil, et il a demandé de veiller à ce que les femmes et les filles qui étaient associées à des groupes armés puissent avoir accès à des ressources de réintégration.

Les liens entre les violences sexuelles liées aux conflits et les armes peuvent également être envisagés dans le contexte du maintien de l'ordre, des systèmes d'alerte rapide, de la collecte de renseignements et de la gestion des conflits.

Éliminer les causes profondes des violences sexuelles liées aux conflits

Il est essentiel d'éliminer les causes profondes liées au genre de la violence et de la militarisation pour faire progresser la maîtrise des armements et le désarmement tenant compte des questions de genre, ainsi que pour réduire la prolifération des armes qui favorisent les violences sexuelles liées aux conflits. La possession et l'utilisation d'armes sont étroitement liées à des attitudes et normes de genre pernicieuses qui peuvent exacerber la discrimination fondée sur le genre. La prévention des violences sexuelles liées aux conflits doit donc inclure à la fois la compréhension des facteurs qui déterminent la victimisation des femmes et des filles et les mesures visant à

renforcer leur capacité d'action et à leur permettre de jouer un rôle plus prépondérant dans les politiques et les processus de désarmement et de maîtrise des armements.

II. Questions devant servir à orienter le débat

- Comment le Conseil de sécurité et les organes régionaux peuvent-ils améliorer la prévention des violences sexuelles liées aux conflits en tirant parti de manière transversale des cadres de désarmement et des mécanismes et outils de l'ONU, notamment à l'approche de la quatrième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects ?
- Comment l'ONU peut-elle maintenir les investissements dans la réforme du secteur de la sécurité et dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration au cours des transitions et du retrait des missions, afin d'assurer la protection des civils contre les violences sexuelles liées aux conflits et d'empêcher que de tels actes ne se reproduisent ?
- Comment les États Membres peuvent-ils réduire le risque d'utilisation des transferts d'armes et des armes illicites à des fins de violences sexuelles liées aux conflits, par exemple en soutenant la participation des femmes à la prise de décisions dans les instances sur le désarmement ?
- Comment les États Membres peuvent-ils mieux harmoniser les stratégies nationales de mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et du programme de désarmement afin de renforcer la prévention et la répression des violences sexuelles liées aux conflits ?
- Comment le Conseil de sécurité peut-il améliorer le partage d'informations et la diffusion des bonnes pratiques concernant la prévention des violences sexuelles liées aux conflits et les mesures de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ?

III. Modalités de la réunion, intervenants et participants

Le débat public sera présidé par le Vice-Premier Ministre de Malte, Christopher Fearne. Les personnes suivantes prendront la parole devant le Conseil :

- La Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Pramila Patten ;
- L'ambassadrice de bonne volonté de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Danai Gurira ;
- Un(e) intervenant(e) de la société civile.

Les États Membres qui souhaitent participer au débat en personne sont invités à indiquer le nom de leurs intervenants sur la liste des orateurs et des oratrices à l'aide du module eSpeakers du portail e-deleGATE. Il leur faudra également télécharger, dans ce même module, une lettre adressée à la présidence du Conseil de sécurité, dûment signée par le (la) représentant(e) permanent(e) ou chargé(e) d'affaires par intérim et contenant une demande de participation au titre de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil. Les inscriptions au débat seront ouvertes le jeudi 18 avril 2024, à 9 h 30.

Afin de permettre au plus grand nombre possible de délégations de participer, les interventions ne devront pas dépasser trois minutes.